

traité par l'Angola. Vers le milieu de 1984, Pretoria a renforcé le soutien qu'il accordait à l'UNITA, craignant apparemment que le gouvernement marxiste de l'Angola fût bientôt renversé. En Namibie, un nouveau plan de règlement interne a été proposé, et les attaques contre les forces de la SWAPO se sont multipliées.

Toutefois, c'est au Mozambique que l'on a pu comprendre les véritables intentions de Pretoria. Surpris et embarrassé de la vigueur avec laquelle le Mozambique avait mis en oeuvre les dispositions de l'Accord de Nkomati, le gouvernement sud-africain a hésité. Cependant, il apparaît clairement aujourd'hui qu'il a choisi de continuer à soutenir indirectement le MNR, tout en essayant de se servir de l'Accord de Nkomati pour contraindre les rebelles de ce mouvement à conclure une entente politique avec le FRELIMO (*Frente de Libertação de Moçambique*), au pouvoir au Mozambique. Les pourparlers de rapprochement organisés par l'Afrique du Sud ont débouché, en octobre 1984, sur la "déclaration de Pretoria" signée par le FRELIMO, le MNR et le gouvernement sud-africain. Ce texte semblait annoncer un cessez-le-feu et l'amorce d'une solution politique. Le ministre des Affaires étrangères Pik Botha a fait savoir que les troupes sud-africaines surveilleraient l'application du cessez-le-feu et qu'elles "interviendraient en cas d'urgence pour régler les problèmes sociaux-économiques" au Mozambique.¹⁹

L'EFFONDREMENT DE LA STRATÉGIE TOTALE

La déclaration de Pretoria a marqué l'apogée de la Stratégie totale, mais elle n'a mené à rien. L'armée sud-africaine n'était pas disposée à abandonner le MNR, et les dirigeants du MNR refusaient, quant à eux, de se contenter du rôle relativement modeste que Pretoria leur avait réservé. Le Mozambique ne voulait absolument pas négocier le partage du pouvoir avec des individus qu'il qualifiait de "kidnappeurs, de bandits et de criminels".²⁰ Six semaines plus tard à peine, le président Samora Machel a accusé publiquement Pretoria de violer systématiquement l'Accord de Nkomati, et la guerre au Mozambique a redoublé d'intensité.

En août 1985, les forces mozambicaines et zimbabwéennes se sont emparées du principal repaire du MNR. Les documents saisis à cette occasion ont confirmé que l'Afrique du Sud avait continué, même après Nkomati, d'accorder un appui stratégique et logistique au MNR.²¹ Pretoria fut alors contraint d'admettre qu'il avait commis des "violations techniques",²² et le gouvernement a admis notamment :

- avoir fourni au MNR de nouveaux appareils radios et avoir maintenu un contact radio permanent entre le MNR et le quartier général de la SADF ;
- avoir aidé des chefs du MNR à entrer au Mozambique en sous-marin et à en sortir ;
- avoir régulièrement parachuté aux forces du MNR au Mozambique des fournitures destinées à des fins humanitaires ;
- avoir organisé plusieurs visites clandestines d'un ministre sud-africain dans des bases du MNR au Mozambique, tandis que des commandos sud-africains protégeaient le secteur.

Au début de l'année 1985, Pretoria ne prétendait plus

chercher des solutions politiques régionales, et il a ouvertement repris ses attaques contre les pays voisins. En mai 1985, des commandos des forces sud-africaines ont été arrêtés alors qu'ils essayaient de faire exploser en Angola des installations pétrolières appartenant aux Américains. En septembre 1985, l'Afrique du Sud a recommencé ses incursions d'envergure en territoire angolais. Elle reconnaissait désormais soutenir depuis longtemps l'UNITA.²³ En juin de la même année, la SADF a attaqué le Botswana. À la fin de 1985, un commando de tueurs sud-africains abattait neuf personnes dans la capitale du Lesotho, et le même jour, le Conseil national de sécurité indiquait dans l'une de ses rares déclarations publiques que les six États voisins de l'Afrique du Sud paieraient le prix s'ils n'accueillaient pas favorablement les doléances de cette dernière au sujet de l'ANC.²⁴

La Stratégie totale avait toujours été fondée sur un ensemble relativement complexe de tactiques relevant de la méthode de la carotte et du bâton et visant un ensemble d'objectifs à court, à moyen et à long terme. Or, à la fin de 1985, Pretoria avait renoncé à cette méthode pour recourir tout simplement à la force brutale. L'Afrique du Sud était incapable de concrétiser les aspects positifs de la Stratégie totale. Au début de l'année 1984, les succès mêmes de cette dernière avaient révélé à quel point elle était cousue d'hypothèses erronées, de contradictions flagrantes et de limites. Malgré toutes ses belles théories de coexistence pacifique, Pretoria ne pouvait, en fin de compte, vivre en paix avec des gouvernements noirs indépendants.

Il y avait à l'échelle nationale un corollaire flagrant de cette situation. L'Accord de Nkomati avait coïncidé avec les dernières réformes nationales promises. Avec l'ouverture en 1984 du nouveau Parlement formé de trois chambres, il était devenu évident que la formule du partage du pouvoir n'était ni plus ni moins qu'une version modernisée de l'*apartheid*. On n'avait rien de plus à offrir. Si en Afrique du Sud, la Stratégie totale ne s'est traduite que par l'imposition d'une suprématie blanche devenue plus subtile, elle s'est soldée, à l'échelle de l'Afrique australe, par un recours débridé à la force.

Toutefois, des émeutes urbaines ont commencé à secouer l'Afrique du Sud six mois exactement après la signature de l'Accord de Nkomati et ont duré deux ans ; c'est là l'événement le plus important qui a confirmé les limites de la Stratégie régionale sud-africaine. Comme nous l'avons dit précédemment, la Stratégie totale avait été formulée pour la première fois vers le milieu des années 1970 par suite de quatre grands événements. Or, vers le milieu des années 1985, la situation s'était considérablement détériorée sur ces quatre mêmes plans par rapport à 1977 :

- 1) il y avait en Afrique du Sud d'importantes émeutes urbaines que semblaient menacer la survie même du pouvoir blanc ;
- 2) l'Afrique du Sud était plus isolée que jamais, et les sanctions étaient désormais devenues une réalité ;
- 3) l'équilibre régional du pouvoir avait été radicalement bouleversé, et Pretoria ne parvenait à préserver sa position face à ses voisins qu'en recourant à la force ;
- 4) l'économie sud-africaine traversait une récession sans précédent. Le rand s'était effondré, et Pretoria a rapidement été contraint de cesser de payer une partie de sa dette extérieure.